

CONSENSUS COLONIAL

Le programme commun Bush-Kerry



Les quatre shows télévisés de la campagne présidentielle états-unienne ont permis aux candidats de manifester leur accord sur le fond de la politique extérieure et de faire valoir leurs capacités respectives à poursuivre l'aventure coloniale. Laissant à son challenger John Kerry le soin de dire tout haut ce qu'il ne peut exprimer en sa qualité de président, George W. Bush a clarifié à usage interne les ambiguïtés de son discours externe. Les deux hommes sont tombés d'accord sur les vrais mobiles de l'invasion de l'Irak et les prochaines cibles de l'Empire.

page 2

Dénonciation du rapprochement sino-français

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Après la visite de Jacques Chirac en Chine, Jonathan Mirsky et Jean-Pierre Cabestan déplorent que Paris se désolidarise de Washington et néglige les Droits de l'homme. On pourrait au contraire penser qu'il faut encourager l'évolution positive de la Chine. En réalité, ce prétexte moral vise à empêcher l'émergence d'un rival économique et le renforcement d'une alliance Paris-Pékin.

page 7

REPÈRE : 19 OCTOBRE 1961

Les cigares de la mangouste

L'administration Kennedy met en place, le 19 octobre 1961, « l'Opération Mangouste » en vue de renverser le président cubain Fidel Castro. Elle est dirigée par le brigadier-général Edward Lansdale, spécialiste des opérations secrètes et de la guerre psychologique aux Philippines et au Vietnam. Après des tentatives aussi folkloriques que ratées (saturer de vapeurs de LSD l'air d'un studio de radio dans lequel Castro doit faire un discours en direct, saupoudrer ses vêtements de spores d'une mycose vénéneuse...), Lansdale décide de frapper Castro via son point faible : les savoureux cigares Cohiba. Une boîte de cigares est traitée à la botuline afin d'empoisonner le fumeur. Une autre est traitée avec diverses drogues hallucinogènes afin de faire délirer Castro en public et le discréditer. Enfin, une dernière tentative de cigares au thallium a pour but de faire perdre ses cheveux et sa barbe au *Lider maximo*... À chaque fois l'opération échoue faute de trouver quelqu'un pouvant placer les cigares à l'endroit approprié, seul un adjoint du président sera empoisonné. En 1968, Castro déclare : « Si la survie aux tentatives d'assassinat était une épreuve olympique, je serais médaille d'or ». ■



LA COMMISSION EUROPÉENNE NE SANCTIONNERA PAS SON ASSOCIÉ ISRAÏÉLIEN

À l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, le rapporteur spécial de l'ONU, Jean Ziegler, a présenté le bilan des situations de famine dans le monde, notamment en Corée du Nord et au Soudan. Il a exhorté les États-Unis à ne pas prendre de sanctions contre Cuba pouvant provoquer de problèmes alimentaires. Il a également demandé à l'Union européenne de suspendre son accord d'association avec Israël tant que l'État hébreu affamerait les populations palestiniennes pour les contraindre à l'exil.

Interrogée à ce sujet, la Commission européenne a répondu par la voix de l'une de ses porte-parole, Emma Udwin, qu'une telle suspension n'était pas prévue, bien que les textes conditionnent cet accord au respect des droits de l'homme. La Commission préfère agir de manière plus soft en rappelant à l'occasion au gouvernement israélien « la nécessité d'agir dans le cadre des lois internationales, de respecter les Droits de l'homme et d'éviter que les populations civiles soient affectées ». ■

Consensus colonial

Le programme commun Bush-Kerry

Les quatre shows télévisés de la campagne présidentielle états-unienne ont permis aux candidats de manifester leur accord sur le fond de la politique extérieure et de faire valoir leurs capacités respectives à poursuivre l'aventure coloniale. Laissant à son challenger John Kerry le soin de dire tout haut ce qu'il ne peut exprimer en sa qualité de président, George W. Bush a clarifié à usage interne les ambiguïtés de son discours externe. Les deux hommes sont tombés d'accord sur les vrais mobiles de l'invasion de l'Irak et les prochaines cibles de l'Empire.



Depuis 1988, une association dénommée *Commission on Presidential Debate* organise des réunions publiques, retransmises à la télévision, pour permettre aux candidats de se présenter aux électeurs. L'association s'est dotée d'un règlement qui ne retient que les candidats crédités d'au moins 15 % des voix par chacun des cinq plus grands instituts de sondages. Ne participent donc que les candidats des partis républicain et démocrate, garantissant ainsi à la classe dirigeante qu'aucun parti émergent ne viendra troubler ce cartel.

Ces réunions publiques sont dénommées « débats », bien que les deux interlocuteurs ne s'adressent pas l'un à l'autre, mais à un journaliste qui leur donne la parole en alternance. Ce procédé n'a pas pour but d'empêcher les attaques personnelles, et les orateurs n'hésitent pas à s'invectiver sans se regarder, mais à mettre en scène l'homogénéité du cadre dans lequel un choix est proposé aux électeurs. La scénographie est celle des publicités comparatives : chaque marque présente son produit et stigmatise la concurrence sans la nommer. Ainsi, le journaliste ouvre l'une des réunions en

ces termes : « *Sans mentionner [Kerry et Bush] par leur nom, expliquez-nous en quoi vous êtes différents de votre adversaire* ». L'une des caractéristiques de ce procédé est d'accorder un grand soin à montrer que les produits des marques rivales sont comparables. De la même manière, dans ces réunions publiques, les orateurs dépensent autant d'énergie à garantir leur conformité à la norme qu'à exposer leurs différences de compétence.

On aboutit ainsi à des monologues alternés confinant au surréalisme. Trois réunions ont permis d'exposer au public le président Bush et le sénateur Kerry, et une autre a exposé le vice-président Cheney et le colistier Edwards. Mais, on n'a rien appris : George W. Bush a affirmé qu'il n'avait jamais commis d'erreurs ; John Kerry a indiqué qu'il n'aurait pas commis les erreurs de son concurrent s'il avait été aux affaires ; Bush a souligné qu'il était le commandant en chef de la guerre au terrorisme et qu'il avait changé le régime en Irak dans cette perspective ; Kerry a précisé qu'il soutenait la guerre au terrorisme, qu'il l'aurait conduite différemment, et qu'il la poursuivrait quand même s'il était élu.

Bref on a discuté de savoir qui laverait plus blanc, mais pas s'il fallait changer de machine à laver.

Nous ne traiterons dans cet article que des questions de politique internationale et de défense qui intéressent directement nos lecteurs. Nous laisserons de côté les questions intérieures qui, avouons-le, se prêtent moins bien à notre démonstration. En effet, sur les questions d'impôts et de santé, les téléspectateurs ont pu observer une passe d'armes plus classique s'apparentant par moments à un réel débat.

Les interventions manifestent avant tout la connivence des candidats et leur capacité à manier une même langue de bois, à partager une vulgate qu'ils savent fausse tout en évoquant de possibles différences de management. Nous allons résumer leur propos et expliciter leurs sous-entendus.



Les candidats multiplient les références aux attentats du 11 septembre 2001. John Edwards a mentionné que, si les deux partis étaient d'accord pour dire que tout avait changé depuis, l'administration Bush avait refusé que soit instituée une commission d'enquête sur la manière dont avaient eu lieu ces attentats et

sur les responsabilités. Cette dérobade traduirait, a-t-il poursuivi, un manque d'agressivité.

= Il aurait fallu couper quelques têtes pour rester crédibles.

Les candidats attribuent les attentats du 11 septembre à Oussama Ben Laden et à son organisation Al Qaïda. Ils en concluent que cet homme doit être la cible principale. Pour Kerry cependant, c'est une faute que de ne pas avoir encore arrêté Ben Laden. On a eu tort de sous-traiter la traque dans les montagnes de Bora-Bora aux seigneurs de la guerre, qui étaient trop divisés pour être efficaces. Pour Bush, il ne s'agit pas d'un échec, mais d'une question de temps. À quoi Kerry répond que ce délai a été mis à profit par Al Qaïda pour essaimer dans 60 pays et devenir plus dangereux encore.

= Vous auriez dû trouver un autre prétexte que l'impuissance de nos armées à attraper Ben Laden pour justifier nos actions tous azimuts.

Cheney se félicite de la tenue d'élections démocratiques en Afghanistan, tout en déclarant avant que le résultat ne soit dépouillé : « *Nous avons le président Karzaï qui est au pouvoir* ».

= N'ayez crainte, nous avons renforcé notre crédibilité en donnant une apparence démocratique à l'occupation de l'Afghanistan, tout en truquant les élections pour nous assurer que le président ne nous désavouera pas.

Les candidats s'accordent à reconnaître qu'ils ont approuvé l'attaque de l'Irak sur la base de renseignements erronés. Ils croyaient que les États-Unis étaient menacés par Saddam Hussein, mais en réalité l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive. Il n'en reste pas moins que cette guerre était une bonne chose car « *Le monde est plus sûr sans Saddam Hussein* », déclare Bush.

= Nous sommes d'accord, nous n'avons aucune raison légitime d'envahir l'Irak, mais nous avons trouvé là une occasion de démontrer notre force et de faire peur à tous ceux qui dans le monde contestent notre hégémonie.

Kerry dénonce le coût financier et humain de l'expédition en Irak tout en évoquant l'intérêt économique et stratégique de l'occupation, avec le pétrole et la construction de bases militaires permanentes. Il reproche à l'administration de le faire en donnant une mauvaise image des États-Unis par manque de préparation. « [La réussite de cette opération] *c'est important pour Israël, c'est important pour l'Amérique, c'est important pour le monde, c'est important pour le combat contre le terrorisme* », note-t-il. Il propose de sortir du borbier en se défaussant sur des forces autochtones à former et en élargissant la Coalition. Bush observe que c'est très exactement ce que son administration est en train de faire et Kerry renchérit en assurant qu'il le fera mieux.

= Ce n'est pas parce que nous sommes entrés illégalement en Irak que nous allons en partir, mais pour que cette affaire que nous avons planifiée avec Israël soit rentable, nous devons en faire porter le coût aux autres et soigner notre communication. Reste à savoir lequel de nous deux saura rentabiliser le plus rapidement cet investissement.



Les candidats partagent l'assurance que les États-Unis vaincront en Irak, d'autant que les Irakiens sont avec eux. Cheney désigne l'ennemi : *« Zarkaoui est responsable de la plupart des attentats à la voiture piégée qui ont tué ou blessé des*

milliers de personnes. C'est lui que vous voyez aux informations du soir décapiter des otages. C'est sans aucun doute un méchant homme ».

= Cette résistance populaire est catastrophique pour notre image. Nous avons donc inventé un nouveau bouc émissaire pour masquer le problème. Tout ce qui ne va pas en Irak est de la faute de Zarkaoui.

Concernant la Corée du Nord, la question nucléaire n'est qu'une entrée en matière. Kerry insiste : *« Je veux que des pourparlers bilatéraux aient lieu qui mettent tous les problèmes sur la table : depuis l'armistice de 1952, les questions économiques, les problèmes de Droits de l'homme, le désarmement conventionnel, la question des zones démilitarisées, et les questions nucléaires ».* Au contraire, Bush affirme que cette méthode unilatérale n'a rien donné et est vouée à l'échec car les États-Unis n'ont aucun moyen de pression direct sur la Corée du Nord, à la différence de ses voisins. Il préconise donc la poursuite des négociations multilatérales au sein du groupe des Six.

= Nous devons terminer la guerre de Corée, et ce n'est pas à des pays comme la Chine, qui était notre ennemie, de s'interposer dans les négociations. D'un autre côté, puisque nous sommes incapables de fermer ce dossier, autant faire porter la responsabilité de notre incurie sur d'autres.

Kerry affirme que la plus grande menace aujourd'hui, c'est la prolifération nucléaire qui rend possible l'acquisition de la bombe par « les » terroristes. D'abord, *« il y a toujours plus de 600 tonnes de matériaux nucléaires non sécurisés dans l'ancienne Union soviétique et la Russie ».* La Russie elle-même pourrait devenir une menace si la dictature s'y renforçait. *« M. Poutine contrôle maintenant toutes les stations de télévision. Ses opposants politiques se font emprisonner ».* Ensuite, l'Iran est sur le point de devenir une puissance nucléaire.

Edwards définit différemment les cibles : *« Il est très important pour l'Amérique de punir les Saoudiens qui n'ont pas été publiquement poursuivis pour avoir financé le terrorisme depuis le 11 septembre. Et il est important que l'Amérique regarde en face la situation en Iran, parce que l'Iran représente une menace énorme pour Israël et le peuple israélien ».* *L'Iran est le sponsor le plus important du terrorisme sur la planète ».*

= Nous devons concentrer nos attaques sur les trois plus grands États pétroliers que sont la Russie, l'Arabie saoudite et l'Iran. Nous utiliserons encore une fois le prétexte des armes de destruction massive, enfin uniquement des armes nucléaires. Tant que la situation n'est pas stabilisée en Irak, nous devons protéger Israël qui est notre porte-avion dans la région.

Neuf sur dix divisions actives des forces US sont impliquées dans l'occupation de l'Irak. Les États-Unis sont donc dans l'impossibilité d'ouvrir de nouveaux fronts. Kerry propose de créer deux nouvelles divisions actives pour retrouver une capacité d'intervention extérieure. En outre, il doublera le nombre des

Forces spéciales pour les actions contre des cibles non-étatiques et acceptera d'encadrer une force d'intervention de l'Union africaine qui pourrait se déployer notamment au Darfour. Bush ne dit pas mieux.

= *Nos projets coloniaux nécessitent des troupes plus nombreuses que nous financerons en nous servant sur place.*

Les commentateurs européens se sont efforcés de deviner qui avait gagné au cours de ces quatre show télévisés, d'analyser les préférences des consommateurs états-uniens. Il est plus utile d'écouter les propos des orateurs et de comprendre leurs points d'accord.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Dénonciation du rapprochement sino-français

Analyse

Benjamin Netanyahu se félicite dans le *Washington Times* de ses succès économiques. Grâce à de " courageuses réformes ", il a réussi à diminuer les dépenses de l'État d'Israël. Aussi, pour récompenser cet effort libéral... espère-t-il des aides états-uniennes. À y regarder de plus près, le grotesque de cette tribune ne se limite pas à l'anti-étatisme subventionné, il comprend aussi le satisfecit accordé à un État qui se flatte de financer une guerre perpétuelle en supprimant ses services sociaux. Tout cela pour un résultat catastrophique. Ainsi que l'écrit lui-même M. Netanyahu, en Israël le budget de l'État engloutit 52 % du Produit intérieur brut, soit une proportion double de ce qu'elle est dans les États européens. Mais il ne vient pas pour autant à l'esprit de l'auteur que la paix puisse être une réforme économique courageuse.

Antonia Juhasz, directrice du Forum international sur la Globalisation d'Edward Goldsmith, est beaucoup moins conventionnelle lorsqu'elle écrit dans le *Los Angeles Times*. Oui, dit-elle, Bush et Cheney ont raison : tout ne va pas si mal en Irak. Mais c'est bien là le problème. Quelques multinationales liées au clan Bush, (Halliburton, Bechtel, Chevron-Texaco, Lockheed-Martin, etc.) accumulent des profits records. Pour elles, la guerre est une très bonne affaire et la privatisation de l'Irak devrait être plus juteuse encore. Le problème, c'est que ce qui va bien en Irak, c'est ce qui se fait au détriment des Irakiens et des contribuables états-uniens.

L'état-major états-unien a découpé le monde en régions militaires. Pour des raisons historiques, ce découpage ne correspond plus aux réalités actuelles.

Richard Wilcox, ancien responsable du Conseil de sécurité nationale, plaide dans le *New York Times* pour la création d'un commandement pour l'Afrique. Un général quatre étoiles pourrait alors jouer le rôle d'un proconsul et y faire la police pour que ces gens cessent de s'entretuer comme on l'a vu au Rwanda. Ce point de vue, signé par un ancien membre de l'administration Clinton, permet de mesurer le changement de mentalité à Washington. Désormais, les États-Unis assument, de plus en plus clairement, leur volonté de devenir un Empire colonial, au sens du XIXe siècle.

Jean-Marie Guéhénno, ancien responsable à l'Onu des opérations de maintien de la paix, revient dans l'*International Herald Tribune* sur le plan Bush, soumis au G8, de création d'une force de 75 000 hommes pour le maintien de la paix en Afrique. Elle permettrait aux grandes puissances d'intervenir dans le continent noir, sans immobiliser leurs propres hommes, mais en conservant un contrôle au moins logistique des opérations. Ce projet est soutenu par John Kerry de sorte que, quel que soit le président états-unien à venir, il devrait être appliqué. Tout cela profiterait effectivement aux populations, mais ne résoudrait qu'une partie de leurs problèmes, celle qui gêne des multinationales pour exploiter les ressources du continent. Il est illusoire de confondre maintien de la paix et paix, de recourir à des forces armées sans résoudre les causes économiques des conflits.

L'*International Herald Tribune* donne la parole à deux experts pour critiquer le voyage de Jacques Chirac en Chine. Jonathan Mirsky, ancien correspondant de presse britannique à Pékin, rappelle que le pouvoir chinois détient encore dans ses geôles les étudiants de Tiananmen et réprime toute évocation de cette période. Le président français se serait déshonoré en négligeant les droits de l'homme pour quelques contrats commerciaux. Jean-Pierre Cabestan, chercheur au CNRS, déplore qu'au lieu de soutenir la lutte des États-Unis pour les Droits de l'homme en Chine, la France divise le camp occidental et flirte avec un régime à l'espérance de vie incertaine.

Ces points de vue ne relèvent pas de l'efficacité politique. La Chine est en pleine mutation. Sa spectaculaire progression économique s'accompagne d'une non moins spectaculaire progression des libertés. Mais la Chine est loin d'avoir vaincue la pauvreté et les fonctionnements répressifs. Ceux qui sont sincèrement attachés aux Droits de l'homme devraient aider ce grand pays dans son évolution. Au contraire, le recours à des sanctions, prétendument pour contraindre le régime à se libéraliser, ne peut qu'avoir l'effet inverse en matière de Droits de l'homme. Il n'est qu'un positionnement hypocrite visant en réalité à isoler un nouveau rival économique.

Sur le fond, la campagne de dénigrement du rapprochement sino-français, dont ces deux tribunes forment un exemple représentatif, reflète l'inquiétude de Washington devant la constitution d'un axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin, qui vient encore d'être renforcé par l'accord conclu à Pékin hier par Vladimir Poutine.

Enfin, un collectif de députés de l'UMP (parti du président Chirac) affirme, au nom du bon sens, que la Turquie n'est tout simplement pas l'Europe. Dans *Le Figaro*, ces parlementaires se retranchent d'abord derrière une définition géographique continentale de l'Union européenne, puis derrière une définition historique de la séparation entre Rome et Byzance. Ce dernier critère serait pertinent s'il ne traduisait une grande mauvaise foi : l'histoire ne s'est pas

arrêtée à l'Antiquité tardive. Au début du XXe siècle, l'Empire ottoman était qualifié " d'homme malade de l'Europe ", manifestant par là que chacun le considérait comme pleinement européen. Plus sérieusement, ce collectif de parlementaires fait valoir qu'en entrant dans l'Union, la Turquie emmènera avec elle les inextricables problèmes du Moyen-Orient ce qui déstabilisera toute l'Union.

Réseau Voltaire

Benjamin Netanyahu



Benjamin Netanyahu est ancien Premier ministre israélien (1996-1999), période durant laquelle il eut Richard Perle comme conseiller. Il est actuel ministre des Finances. Il est le principal concurrent d'Ariel Sharon au sein du Likoud.

« Israël adopte la réforme »

Source : Washington Times

Référence : « Israel embraces reform », par Benjamin Netanyahu, *Washington Times*, 14 octobre 2004.

Les gouvernements n'ont plus le choix, ils doivent adopter les réformes libérales douloureuses aujourd'hui où les prendre plus tard à un prix plus élevé. Nous sommes dans un monde plein de choix pour les investisseurs et comme les investisseurs ont plus de choix, les gouvernements en ont moins. Ils doivent prendre des mesures quelle que soit leur idéologie pour fournir un bon climat aux investisseurs. La formule du succès économique dans un marché global repose sur des impôts bas, une diminution de la bureaucratie, investir dans les infrastructures et l'éducation.

Mener ces réformes demande du courage, mais cela est nécessaire. Israël mène ses réformes, diminue les impôts, les dépenses de l'État (qui sont passées de 56 % à 52 % du PIB) en diminuant les dépenses dans les aides. Le chômage a baissé pour la première fois en quatre ans. Fournir du travail est la meilleure façon de diminuer la pauvreté. La croissance est de 4 % cette année. Ce qui a été plus difficile était de réformer le système de retraite. Toutefois, nous avons plus d'aide internationale, mieux nous pouvons nous réformer.

Antonia Juhasz



Antonia Juhasz est directrice de projet pour le Forum international sur la Globalisation de San Francisco.

« Une bonne petite guerre pour remplir les coffres »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Nice Little War to Fill the Coffers », par Antonia Juhasz, *Los Angeles Times*, 14 octobre 2004.

George W. Bush et Dick Cheney ont raison de dire que tout ne va pas mal en Irak. La campagne militaire est en train de sombrer dans le chaos, mais la campagne économique se passe bien, au moins pour les grandes entreprises et le parti républicain en tout cas.

Halliburton est le plus grand bénéficiaire et a vu son chiffre d'affaires augmenter de 80 % au premier trimestre 2004, Bechtel a fait augmenter ses revenus générés en dehors des États-Unis de 158 %, Chevron Texaco a accru ses revenus de 90 % au premier semestre et la valeur des actions Lockheed Martin a triplé depuis quatre ans. Ces bénéfices sont aidés par la législation mise en place par Bremer qui permet aux entreprises de renvoyer aux États-Unis la totalité des bénéfices réalisés en Irak. Sans surprise, une partie des bénéfices engendrés est redistribuée au parti républicain dans sa campagne, les grandes entreprises bénéficiant des contrats finançant largement la campagne de Bush.

Bientôt, avec les privatisations annoncées en Irak, les bénéfices seront encore plus importants. Par exemple, Bechtel va bientôt s'emparer de la distribution d'eau, tout cela au détriment des Irakiens et, également, des contribuables états-uniens.

Richard Wilcox

Richard Wilcox a été directeur pour l'ONU au Conseil de sécurité nationale dans l'administration Clinton (2000-2001).

« Un proconsul américain pour l'Afrique »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Four Stars for Africa », par Richard Wilcox, *New York Times*, 14 octobre 2004.

« An American proconsul for Africa », *International Herald Tribune*, 15 octobre 2004.

L'Europe en a un, l'Amérique latine en a un, l'Asie en a deux, mais le système américain de commandement militaire par zone ne prévoit rien pour l'Afrique qui est divisée entre plusieurs généraux et amiraux dont la priorité est les autres continents. Cela ne devrait pas être ainsi. Si un haut dirigeant militaire états-unien se concentrait seulement sur l'Afrique, le génocide au Rwanda n'aurait pas eu lieu. C'est également vrai pour ce qui se passe au Soudan aujourd'hui qui

fait partie d'une zone géographique où le responsable militaire se concentre logiquement davantage sur l'Irak ou l'Afghanistan.

Alors que les intérêts des États-Unis en Afrique se développent, il est important pour l'Afrique d'avoir son propre dirigeant militaire régional. Souvent appelé le " proconsul de l'Amérique ", les commandants combattants sont en charge de toutes les opérations militaires des États-Unis dans une région et ils ont souvent plus de poids que les ambassadeurs ou que les sous-secrétaires d'État. Établir un commandement en Afrique serait un acte symbolique montrant l'importance du continent pour les États-Unis. Déjà, la Navy mène des exercices en Afrique occidentale, une zone qui pourrait finir par fournir plus de pétrole que le Golfe persique. En ne disposant pas d'un dirigeant militaire, l'Afrique a un désavantage à Washington.

Jean-Marie Guéhenno



Jean-Marie Guéhenno fut notamment chef du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1989-93) et ambassadeur auprès de l'Union de l'Europe occidentale (1993-95). Il a présidé l'Institut des hautes études de la Défense nationale (1998-2000), avant d'être nommé secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix. Il est membre du Siècle. Fils de l'écrivain Jean Guéhenno (de l'Académie française), il a tenu la rubrique du marché de l'art dans *Le Monde*, sous le pseudonyme de Jean-Marie Guillaume.

« Un continent avec un besoin criant de gardien de la paix »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A continent in crying need of peacekeepers », par Jean-Marie Guéhenno, *International Herald Tribune*, 15 octobre 2004.

George W. Bush a récemment parlé devant l'Assemblée générale de l'ONU d'un plan du G8 pour entraîner 75 000 hommes pour les missions de maintien de la paix, initialement en Afrique puis au-delà. Dans son débat avec Bush, Kerry a soutenu cet objectif.

Cette offre est la bienvenue car la plupart des guerres persistant dans le monde sont en Afrique et six millions d'Africains en sont morts directement ou indirectement dans la dernière décennie. Ce qui se passe actuellement au Darfour n'est que le dernier avatar d'une histoire de pauvreté et de conflits. Les guerres d'Afrique nécessitent des assistances à de nombreux niveaux, mais entraîner des troupes spécialisées est en bonne place dans les priorités. Cela a été utile au Mozambique et en Namibie et le Liberia, le Burundi, la Sierra Leone, le Congo et le Soudan en bénéficient. Cela permet d'apaiser les conflits et d'espérer installer un degré de stabilité. Leur présence a fortement diminué le nombre de morts. Pourtant, alors que des millions de personnes sont mortes au Congo et que le pays est 200 fois plus grand que le Kosovo, il y a moins de troupes pour maintenir la paix dans ce pays africain.

Quoi qu'il en soit, il faut aussi se souvenir que les forces de maintien de la paix permettent d'apporter la stabilité, mais que si on ne lutte pas contre la pauvreté, les troubles reprennent. La sécurité n'est que la fondation des règles

Jonathan Mirsky

Jonathan Mirsky est ancien correspondant du *Times* et de *The Observer* en Chine ; il a couvert pour ces deux journaux les manifestations de Tiananmen et leur répression.

« Il y a le commerce et il y a Tiananmen »

Source : International Herald Tribune

Référence : « There's trade, and there's Tiananmen », par Jonathan Mirsky, *International Herald Tribune*, 14 octobre 2004.

Quand Kissinger avait demandé à Zhou Enlai ce qu'il pensait de la Révolution française, celui-ci lui avait répondu " C'est un peu tôt pour se prononcer ".

Chirac aurait dû se souvenir de cette phrase avant d'affirmer que la répression de Tiananmen en 1989 appartenait à une autre époque. Cette affirmation du président français fut contredite durant son voyage par l'interdiction des autorités chinoises à Jean-Michel Jarre de faire son concert avec le chanteur chinois Cui Jian parce que ses chansons avaient été chantées par les manifestants de Tiananmen.

Les autorités chinoises continuent d'affirmer que leur réaction était nécessaire face à une tentative d'insurrection contre-révolutionnaire. D'après Amnesty International des centaines de manifestants de Tiananmen sont encore en prison. On empêche toujours les mères des victimes de commémorer les décès de leurs enfants et les policiers empêchent les journalistes de se rendre sur les tombes des rares victimes connues. Quand, en mai, le docteur Jiang Yanyong, figure de la lutte contre le SRAS, a écrit une lettre ouverte pour dénoncer les événements de 1989, on l'a obligé à quitter Pékin et on lui a interdit de se rendre à l'étranger. L'Internet chinois est également inspecté par les forces de sécurité et ceux qui écrivent des articles critiques sur la répression de Tiananmen peuvent être condamnés à de la prison.

Chirac doit connaître ces atteintes aux Droits de l'homme et contre leurs défenseurs, ce qui se passe contre les autonomistes musulman à Xinjiang et au Tibet, mais il est si désireux de signer des contrats qu'il oublie les principes de la Révolution française.

Jean- Pierre Cabestan

Jean-Pierre Cabestan est chercheur au CNRS et directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine

« Chirac en Chine : derrière les chaudes embrassades, de sérieuses questions »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Chirac in China : Behind a warm embrace, serious questions », par Jean-Pierre Cabestan, *International Herald Tribune*, 14 octobre 2004.

La visite de Jacques Chirac en Chine a été présentée par le gouvernement français comme un grand succès compte tenu des contrats signés, mais ce voyage a aussi souligné trois paradoxes des relations sino-françaises et par extension des relations sino-européennes.

Le premier paradoxe est le bon état des relations politiques entre Paris et Pékin en comparaison de celui des relations économiques. Cela est dû à la trop grande confiance des deux États dans les relations économiques et la signature de contrats. Chirac l'a compris et il a essayé de motiver les PME lors de son voyage, elles sont cependant restées timides. Le deuxième paradoxe est l'absence de liens entre la demande de levée de l'embargo sur les armes en direction de la Chine demandée par Chirac et la situation de Taïwan. Quel message représente une levée de l'embargo alors que la Chine refuse de discuter avec Taïwan.

L'Union européenne ferait mieux de travailler avec les États-Unis sur la question de Taïwan et sur la question des ventes d'armes et des transferts de technologies. Le troisième paradoxe, c'est que malgré les déclarations françaises sur le rapprochement avec la Chine et la tentative de séduction de l'UE par la Chine, ce sont les États-Unis qui restent le principal partenaire de Pékin.

La France et l'Union européenne devrait travailler avec les États-Unis pour mener une politique chinoise visant à améliorer les Droits de l'homme et à régler la question taïwanaise. La politique de Chirac au contraire provoque la division. La France ne devrait pas oublier que le régime chinois a une espérance de vie incertaine.

un groupe de députés UMP

Philippe Pemezec est député UMP des Hauts-de-Seine ; Roland Blum des Bouches-du-Rhône ; Bernard Brochand des Alpes-Maritimes ; Yves Bur du Bas-Rhin ; Nicolas Dupont-Aignan de l'Essonne ; Marc Le Fur des Côtes-d'Armor ; Lionel Luca des Alpes-Maritimes ; Richard Mallie des Bouches-du-Rhône ; Thierry Mariani du Vaucluse ; Axel Poniatowski du Val-d'Oise ; Georges Siffredi des Hauts-de-Seine ; Jean-Sébastien Vialatte du Var.

« La Turquie n'est tout simplement pas l'Europe »

Source : Le Figaro

Référence : « La Turquie n'est tout simplement pas l'Europe », par un groupe de parlementaires UMP, *Le Figaro*, 14 octobre 2004.

Le débat sur l'entrée de la Turquie est devenu une question essentielle aux yeux des Français. Nous ne prétendons pas être des spécialistes de la question turque, mais nous sommes des représentants du peuple français qui avons le souci d'écouter nos compatriotes et le devoir de dire à ceux qui nous gouvernent quand ils font fausse route. Pour nous, le caractère irréversible des négociations est un faux débat qui n'a pas lieu d'être puisque la Turquie ne fait pas partie de l'Europe et n'a donc pas vocation à intégrer l'Union européenne. C'est du domaine du bon sens

Les 3 % de territoire turc se trouvant en Europe ne doivent pas servir d'alibi. Il ne s'agit que du dernier avatar de la conquête de l'empire romain d'Orient, la Turquie ne prétend plus renverser l'Empire d'Occident, mais y pénétrer avec la bénédiction de Cassandre de la Commission européenne, contre l'avis des peuples qui, eux, ont une conscience historique. D'ailleurs, on notera avec étonnement que les mouvements islamistes turcs, généralement si jaloux de l'indépendance nationale, sont farouchement favorables à cette entrée dans l'Union européenne. En effet, l'entrée dans l'Union européenne est conditionnée par une diminution de l'influence des militaires, les seuls qui empêchent ce pays de tomber dans un islam radical.

Compte tenu des voisins de la Turquie, faire rentrer ce pays, c'est déplacer le centre de gravité de l'Union au cœur d'un des territoires les plus explosifs de la planète, où s'affrontent depuis des siècles chiites et sunnites, Kurdes et Irakiens, Turcs et Arméniens. Nous n'avons pas tous la même opinion concernant l'Europe, mais nous nous unissons pour dénoncer ce projet suicidaire. Il faut cesser de nous mentir et de mentir aux Turcs et privilégier le partenariat économique à l'adhésion.

Monsieur le président, le 17 décembre, c'est vous qui allez décider si vous enclenchez un processus dont chacun sait qu'il sera irréversible, parce que l'histoire de l'Europe a démontré qu'il ne pouvait pas en être autrement. La politique étrangère est votre domaine réservé, et les Français vous ont confié mandat pour l'exercer pleinement. Cependant, sur cette question, les Français ont un avis, ils doivent être consultés, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs représentants élus.